



membre du



Novembre 2014

N° 1

Pour Bagnères, l'humain d'abord

Bulletin d'information de la section Pcf de Bagnères de Bigorre et ses environs

Edito

Une autre alternative est possible

Avec cette nouvelle publication, La section Pcf de Bagnères et Haut Adour se remet en route pour informer, expliquer une situation qui n'a que trop duré.

Les jeunes, les plus pauvres, les chômeurs, les retraités, mais aussi les classes moyennes sont tous visés par des décisions, réformes et choix inacceptables de la part d'un gouvernement qui se dit de gauche.

Cette politique d'austérité et de cadeaux répétés au patronat ne conduit pas à la sortie de crise mais nous y enfonce.

Ceci n'a aucun effet positif sur l'emploi, les salaires, sur l'investissement nécessaire, en un mot sur la vie des gens.

Les communistes Bagnérais se sont investis, lors des élections municipales avec la liste : « Bagnères avec le Front de Gauche » conduite par Stéphane Toujas.

Nous menons le combat depuis des années pour riposter, rassembler et reconstruire une politique qui réponde aux préoccupations de la population.

Cependant, le gouvernement socialiste « Hollande - Valls » s'inscrit dans la ligne tracée depuis des années en rompant avec toute orientation de gauche et en l'accentuant.

Pour les communistes, il faut appliquer une autre politique, et c'est possible, celle qu'espéraient tous les électeurs de François Hollande

en 2012.

Seule l'intervention populaire peut peser pour un véritable changement.

Dans nos entreprises, notre localité, sur nos territoires, combattons la résignation et le désespoir.

Un changement est possible et nécessaire. Tout dépend de nous tous.

Pour des millions de gens, aucune perspective ne se profile ni du côté de la droite ou du FN, ni du côté du gouvernement « Valls » censé représenter la gauche.

Le Pcf pense que nous ne pouvons nous contenter de juxtaposer nos critiques (Front de Gauche, Verts, Frondeurs Ps, etc...) mais que le temps est venu de porter nos solutions communes pour construire une réponse aux gens qui souffrent.

Nous n'avons pas le droit de laisser aller au bout, ceux qui tentent de tuer la gauche, cet espace politique d'alternatives aux logiques capitalistes.

Débattons avec tous ceux, qui à gauche et ailleurs ne se reconnaissent plus dans la politique actuelle du gouvernement.

L'urgence est à l'ordre du jour, nous ne pouvons attendre l'échéance 2017 sans rien faire.

Le Pcf et le Front de Gauche agissent dans ce sens

Edf

Privatisation des barrages Pyrénéens

La transition énergétique, ce n'est ni plus ni moins que la privatisation des barrages et des centrales hydrauliques, celles que vous avez déjà payé 100 fois, que le gouvernement s'apprête à brader au privé pour faire soit disant rentrer de l'argent.

Sous ce beau terme anodin, presque un euphémisme, employé depuis quelque temps, se cache bien une belle « saloperie », une de plus faite aux Français par un gouvernement qui ne sait plus quoi inventer pour faire plaisir à la finance et à son armée de spéculateurs, admirateurs et adeptes des théories de Milton Friedman dont le fond de pensée est que tout doit se vendre, tout doit être source de profit, y compris ce qui relève de l'intérêt général donc du service public comme l'énergie, la santé, les transports etc, etc.

Jusqu'à présent, l'entreprise EDF n'a pas eu besoin de transition énergétique pour se développer et proposer un des meilleurs services publics de l'électricité au monde

Elle a juste eu besoin de s'appuyer sur la compétence, la technicité et le professionnalisme des agents, qui ne s'occupaient pas d'énergétique (Terme pompeux qui aurait certainement plu à Salvador Dali) mais tout simplement, fortement motivés et mobilisés autour de la notion de Service Public.

De même, sa structure dite d'entreprise intégrée regroupant les services de la Production, du Transport, de la Distribution et de l'équipement a été un de ses points forts, jusqu'en 2004 et un prix du kilowatt/heure le moins cher avant que l'ouverture du capital signée à Barcelone par Jospin n'entraîne la séparation des services et tout simplement la casse de l'entreprise intégrée.

La seule transition Energétique, pour re-

prendre le terme à la mode, qui fut essentielle au développement de notre pays et à la justice sociale a été, conformément au programme du Conseil National de la Résistance, la nationalisation des Industries Electriques et Gazières en Avril 1946, menée à bien par le ministre Communiste de la Production Industrielle Marcel Paul.

Ce que le gouvernement cache derrière ce terme de "Transition Energétique" mené en 2004 par l'ancien gouvernement, est un formidable retour en arrière qui va mettre à plat plus de soixante années de construction.

Le prix de l'électricité sera en augmentation permanente et différent d'une région à l'autre suivant que vous soyez proche d'une centrale ou non avec la fin du tarif social de l'énergie.

Cela nous amènera à coup sûr, au siècle des lumières éteintes. Pour aider notre gouvernement qui peut parfois être à court d'idées dans son soutien inconditionnel à la finance nous pourrions nous aussi verser dans des propositions encore plus libérales. Dans cet état d'esprit, on proposerait bien, à ceux qui composent ce gouvernement de se « casser ».

Cela dit, on pense que le patronat et la finance ne laisseraient pas faire, car ils n'ont que la Social-démocratie pour ôter les dernières barrières qui leur empêchent de faire encore plus de « fric de fric et de fric » sur le dos de la société et des salariés, en les exploitant encore, encore, et encore.

La cote de popularité actuelle, est d'environ 12%, ce qui fait une cote d'impopularité de 88%.et malgré cela, Il continue quand même à nous diriger vers l'iceberg.

Avant de prendre la barre, il avait pourtant promis, à ceux qui ont bien voulu y croire, une autre destination et un autre destin.

Aussi que vous soyez agent, simplement citoyen, usager, participez aux actions populaires pour faire en sorte qu'on évite le naufrage.

Le gachis de l'austérité

Le grand bluff idéologique
Non la France n'est pas au bord de la faillite

Le patrimoine de la France (2012)

13588 milliards

La dette cumulée de la France

(Etat, Sécu, collectivités locales à fin juin 2014)

2023 milliards

Le capital financier en liberté

Les revenus financiers (308 milliards en 2012) sont exemptés de toute cotisation.

Les faire cotiser rapporterait 25 milliards par an pour l'ensemble du régime général.

Les fraudes patronales aux cotisations sociales entraînent un manque à gagner de plus de 20 milliards.

346 milliards

C'est la trésorerie accumulée par les entreprises européennes depuis 2007

**Pendant ce temps, le pouvoir d'achat des ménages baisse ,
les salaires et les pensions stagnent, la fiscalité des ménages
augmente, la pauvreté ne cesse de croître.
Il s'agit bien d'une politique de droite du gouvernement socialiste.**

La démocratie par le Grand Tourmalet

Le projet d'aménagement du Grand Tourmalet est le meilleur des exemples du manque de démocratie à la CCHB. (Communauté de communes de Haute Bigorre)

Tout d'abord, une enquête publique très restrictive, à laquelle les aspects financiers ne pouvaient être discutés, a eu lieu au mois de juin.

Aucun appel, aucune publicité de l'exécutif de la CCHB par voie de presse pour que les citoyens s'expriment nombreux sur le sujet.

Mieux, le projet, d'un montant pharaonique de 50 millions d'euros n'a même pas été présenté à la population pour qu'un débat citoyen s'instaure.

Les élections municipales du mois de mars était pourtant une belle occasion pour lancer le débat.

Rien de tout cela dans le programme municipal du maire actuel. Et aujourd'hui, Jean Bernard Sempastous se targue de la légitimité de son élection pour défendre un projet qu'il n'a pas proposé pendant la campagne.

L'opacité la plus complète.

Rien non plus au conseil municipal et au conseil communautaire.

Ce sont les élus Front de Gauche qui, dans un premier temps, ont pu lancer le débat par voie de presse, réunion publique, pétition, distribution de tracts, etc...

Dans une deuxième phase, un collectif opposé au projet, a pu se constituer pour informer, débattre, mobiliser la population.

L'exécutif de la CCHB n'utilise la presse que pour discréditer ceux qui réclament du débat. Les irresponsables, comme cités dans la presse, ne sont certainement pas ceux qui réclament de la démocratie.

La procédure urgente, au mois de septembre, au tribunal administratif n'avait qu'un seul but, arrêter momentanément les travaux pour prendre le temps de la réflexion, pour que les habitants s'emparent du sujet et fassent vivre la démocratie.

N'est-il pas légitime de connaître le ressenti de la population avant de s'engager dans un projet d'une telle dimension financière ?

Lorsque Jean Bernard Sempastous déclare dans la presse que seuls les skieurs paieront les travaux, il sait qu'il ne dit pas la vérité.

18 millions d'investissements dont 8 millions de prêt les deux premières années, soit 10 millions d'euros ne peuvent pas être trouvés chez les skieurs. C'est impossible sans utiliser la fiscalité locale.

Alors qui sont les irresponsables ?

**Un peu plus de démocratie
évitera des erreurs économiques**